

Philippe de Chazournes : "Les médecins ont perdu toute crédibilité"

L'heure n'est pas qu'à la moralisation politique. Après les scandales sanitaires qui ont récemment éclaté, la transparence est aussi de mise dans le monde médical. Philippe de Chazournes, président de l'association Medocéan, en fait sa priorité. Il vient de lancer une pétition en faveur de l'indépendance médicale et organisera le 1er juin un séminaire en ce sens. Entretien.

SANTÉ

► Pourquoi l'indépendance médicale est votre cheval de bataille ?

J'ai l'impression que les médecins ont perdu toute crédibilité vis-à-vis des patients après l'affaire du Mediator, l'histoire du test de dépistage du cancer colorectal, ou encore les médicaments anti-Alzheimer. Certains patients ont encore confiance en leur médecin mais quand celui-ci dit rouge un jour et blanc le lendemain, ça écorne sa crédibilité. Alors aujourd'hui, il est de bon ton de se déclarer indépendant de l'industrie pharmaceutique quand on est médecin. La notion d'indépendance ne se décrète pas, elle se vit. Être indépendant ne signifie pas faire n'importe quoi. C'est se renseigner avec de la littérature scientifique indépendante comme Prescrire, Formindep ou encore auprès de la HAS (Haute autorité de santé), qui a bien évolué. On ne doit pas avoir de dépendance vis-à-vis des autorités financières, comme avec la Sécurité sociale. En offrant une prime à la performance de 10 à 15 000 euros aux médecins qui contribueront à la maîtrise des dépenses de santé, la Sécurité sociale met sous tutelle. Les patients ne pourront plus savoir si leur médecin leur prescrit un médicament dans un intérêt économique ou médical. Cette mesure est une honte. Surtout en cette période de crise où les médecins ne sont pas trop à plaindre. Cela m'intéresse de faire faire des économies à la Sécu, si seulement il y a un intérêt pour le patient.

► Que pensez-vous des liens entre médecins et laboratoire ?

Ils sont très étroits et là encore on perd toute notre crédibilité. Ces liens faussent toutes les ordonnances et la réflexion des médecins. Je crois qu'on commence enfin à le réaliser. Les laboratoires pharmaceutiques viennent toujours voir les médecins à leur cabinet, leur offrent des formations, déjeunent avec eux. Mais c'est maintenant plus sournois. L'industrie pharmaceutique ne cherche plus forcément à parler médecine, mais à être dans un rapport convivial. Les liens sont de plus en plus subtils. Les laboratoires se servent désormais des associations de patients pour faire passer leur lobbying, à travers notamment de l'éducation thérapeutique. C'est le cas par exemple de l'association des diabétiques de France. Le jour où les patients vont se rendre compte que tout ce discours n'est pas validé par la HAS, ce sera terrible pour eux. Je ne suis pas contre cette industrie mais il faut plus de transparence et de la recherche indépendante.

"CE SONT LES PETITES GOUTTES QUI PEUVENT FAIRE AVANCER LES CHOSSES"

► Pourquoi lancez-vous une pétition (1) et organisez-vous un séminaire sur l'indépendance médicale (lire par ailleurs) ?

Pour qu'enfin l'honneur de notre profession et le respect de nos patients ne soient plus bafoués. Seule une cinquantaine de personnes ont signé la pétition pour l'indépendance médicale car nous n'avons pas de moyen de nous faire connaître.

Nous espérons que les patients et les professionnels de santé se mobilisent.

L'objectif étant de montrer qu'il y a des gens qui veulent que ça change. C'est aussi un magnifique endroit de discussion qui permettra d'alimenter les débats qui se tiendront le 1er juin lors de notre séminaire (lire par ailleurs). L'intérêt de cette pétition n'est pas de faire remonter les informations auprès du ministère de la Santé auquel je ne crois plus. Aujourd'hui, on est tout petits mais ce sont les petites gouttes qui peuvent faire avancer les choses. On peut par exemple faire évoluer la législation afin qu'il y ait une déclaration publique de ce que touchent les médecins via l'industrie pharmaceutique, comme c'est déjà le cas aux États-Unis ■

Interview : M.P.

1) www.medocean.re/2013/03/petition-pour-lindependance-medicale

"La notion d'indépendance ne se décrète pas, elle se vit", soutient Philippe de Chazournes. (photo LLY)



Une deuxième journée de l'indépendance médicale

Le 1er juin, l'association Medocéan organise une deuxième journée de l'indépendance médicale qui se tiendra de 9h30 à 18 heures au campus du Moufia de Saint-Denis, dans l'amphithéâtre Lacaussade. Contrairement au séminaire qui s'était tenu en décembre dernier et qui avait fait la part belle aux interventions de chaque invité, cette fois-ci l'objectif est de débattre à partir des remarques qui auront été soulevées dans le cadre de la pétition mise en ligne par l'association Medocéan (1). Parmi les invités, on comptera notamment la présence d'Irène Frachon,

médecin qui a révélé le scandale du Mediator. Celle-ci donnera d'ailleurs une conférence spécifique sur ce médicament vendredi 31 mai à 17 heures, également dans l'amphithéâtre Lacaussade. Le président de la Haute autorité de santé (HAS), le président de l'agence nationale de sécurité du médicament (ANSM), ou encore des représentants du LEEM (Les entreprises du médicament) ou de l'association médicale indépendante Formindep interviendront via Skype. Tous les débats seront retransmis en direct sur le site Internet www.medocean.re ■

Aujourd'hui, les laboratoires ferment leurs portes

SANTÉ

Les principales organisations et réseaux de biologistes, réunis au sein d'une Plateforme d'exercice professionnel (PEP) passent à la vitesse supérieure. Après plusieurs mois de mobilisation, elles ont décidé d'afficher aujourd'hui portes closes des sites de laboratoires d'analyses et poursuivent l'arrêt des télétransmissions des feuilles de soins. Les biologistes n'ont pas été entendus. Les baisses

de nomenclature prises par décision de l'Union nationale des caisses d'assurance-maladie (Uncam) en date du 26 février ont en effet été publiées au Journal Officiel du 27 mars dernier. Les professionnels ont le sentiment que leurs mises en garde sont restées sans réponse et regrettent "l'absence de réel dialogue avec les pouvoirs publics et la caisse nationale de l'assurance-maladie des travailleurs salariés". Les nouvelles cotations vont entrer en vigueur aujourd'hui. "Cette date marquera la fin de la biologie médicale de proximité de qualité", affirment les grévistes. La profession estime que la décision de l'Uncam entraînera la fermeture de nombreux sites, générant ainsi de nouvelles désertifications des soins et du diagnostic, et se traduira aussi par la perte de 8 000 emplois à court terme dans le secteur de la biologie médicale en France, dont 120 emplois à



Les laboratoires d'analyses entendent se faire entendre aujourd'hui en affichant portes closes. (Photo d'archives) M.P.

Les étudiants infirmiers veulent une deuxième chance d'obtenir leur diplôme

SANTÉ

Hier matin, une centaine d'étudiants de l'institut de formation en soins infirmiers (IFSI) ont débrayé devant leur école afin de manifester contre les dysfonctionnements dans leur cursus. Depuis 2009, celui-ci a été profondément remanié, avec l'intégration de la réforme LMD (licence-master-doctorat). Un bouleversement qui semble avoir occasionné des taux d'échecs particulièrement importants. Ainsi, un peu plus de la moitié des élèves de la promotion 2012 a réussi à obtenir son diplôme d'État.

Cette année, c'est encore pire : 70 % des élèves ne sont pas présentables au jury. "Il n'a jamais été question de baisser le niveau d'exigence pour l'obtention du diplôme d'infirmier, précise le porte-parole du débrayage, Luc Buchle. Nous avons tous conscience des responsabilités d'un infirmier, de la rigueur d'exercice indissociable et que demain des vies nous seront confiées." Le problème que pointent les élèves se situe plus sur le plan organisationnel. En effet, les étudiants qui redoublent doivent attendre le mois de mars de l'année suivante pour être diplômés. Au final donc, 75 élèves, auxquels s'ajoutent les étudiants de la promotion 2009-2012 qui ont également échoué à la session de mars 2013, se retrouvent avec les non redoublants. "Nos locaux ne permettent pas d'absorber cette surpopulation et l'offre de stage est insuffisante par rapport au nombre de candidats", souligne Luc Buchle. Pendant ces huit mois, tous ne pourront prétendre exercer comme aide-soignant, comme c'est l'accoutumée. "Cet éloignement de la pratique n'est pas en faveur du futur infirmier", note le porte-parole du mouvement. Ainsi, une délégation d'élèves infirmiers s'est rendue à l'agence de santé de l'océan Indien (ARS-OI) pour tenter de débloquer la situation. Les étudiants demandent une session de rattrapage en novembre afin qu'ils puissent sortir diplômés plus tôt et ainsi désengorger la troisième année. Une motion a été déposée à l'ARS afin de faire remonter l'information auprès du ministère de la Santé ■



Une centaine d'étudiants ont manifesté devant l'IFSI afin d'obtenir une session de rattrapage. (Photo DR) M.P.